

Direction des **Achats et des Approvisionnements**

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ Cedex 03

Téléphone : 03-87-55-79-86

Télécopie : 03-87-55-77-01

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** **(C. C. A. P.)**

Etabli en application du Code des Marchés Publics, selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des Fournitures courantes et services (CCAG-FCS),

**LOCATION AVEC ENTRETIEN DE FONTAINES A BONBONNES  
ET FOURNITURE DES CONSOMMABLES  
POUR LE GHT LORRAINE NORD ET LE GCS NORD LORRAINE UCPA**

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : LE 19 mars 2026 A 12 HEURES**

## **ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE**

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La présente consultation a pour objet la **location avec entretien de fontaines à bonbonnes et fourniture des consommables pour le GHT Lorraine Nord et le GCS Nord Lorraine UCPA** à la charge des établissements ci-dessus et selon les besoins décrits au CCTP.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord.

Pour la présente consultation, le CHR agit en son nom et pour le compte des établissements suivants :

### **CHR METZ-THIONVILLE**

1 Allée du Château, 57085 METZ Cedex

### **Centre Hospitalier François MAILLOT:**

31 Avenue Albert de BRIEY, 54150 BRIEY

En tant que coordonnateur du groupement de commandes le CHR de Metz Thionville agit également pour le compte de l'établissement suivant :

### **GCS UCP LEGOUEST**

Rue des Frères Lacratelle, 57070 METZ

Les établissements membres gèrent l'exécution et les commandes de leur marché respectif et l'application des pénalités éventuelles.

Les autres membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord, sont :

### **Centre hospitalier de BOULAY :**

1 rue de l'Hôpital, 57220 BOULAY

### **EPSM de JURY :**

BP 75088, 57073 JURY

### **Centre hospitalier Spécialisé de LORQUIN :**

5 rue du Général De Gaulle, 57790 LORQUIN

### **Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE :**

163 rue de la Meuse, 57680 GORZE

En tant que membre associé du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, l'Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST pourra également être, au cas par cas, inclus dans le périmètre précité :

### **Hôpital Régional d'Instructions des Armées LEGOUEST :**

27 avenue de Plantières, 57070 METZ

A ce titre, le présent marché est susceptible de voir son périmètre évoluer pour inclure les besoins de ces établissements. Le cas échéant, ces évolutions feront l'objet de modifications de marchés dans le respect des conditions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.



## **ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est lancée sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

Les spécifications techniques des prestations donnant lieu au marché sont fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

Le marché est un accord cadre à bons de commande selon les dispositions de l'article R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

Il fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sans minimum avec un maximum correspondant à 3 fois le montant retenu pour chaque établissement. Le montant retenu pour chaque établissement correspondra à la somme du coût de la location/entretien des fontaines avec celui des bonbonnes de taille maximale (19L environ).

## **ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE**

Le marché est passé à compter du 1er juin 2026 (ou à sa notification si elle intervient ultérieurement) pour une durée ferme de 4 ans.

Le présent marché est composé d'un lot unique, afin, selon les dispositions de l'article L. 2113-11 de ne pas rendre plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les quantités indiquées sont les quantités pour 12 mois. Elles sont énoncées à titre indicatif et ne représentent pas un minimum de commande.

## **ARTICLE 4- DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissante.

### **4-1- PIECES PARTICULIERES**

- l'acte d'engagement contenant l'offre technique et financière du fournisseur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi.

### **4-2- PIECES COMMUNES**

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

## **ARTICLE 5- LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

Les livraisons et installations des équipements et consommables se feront selon les modalités et lieux définis au CCTP.

## ARTICLE 6- VERIFICATIONS ET DECISION D'ADMISSION

Le réceptionniste effectuera les opérations simples de vérification de conformité entre la livraison et le contenu de la commande correspondante, dans les conditions des articles 27 à 29 du CCAG FCS (admission quantitative et qualitative).

- \* Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le titulaire devra reprendre l'excédent ou compléter la livraison
- \* Si les produits livrés ne sont pas conformes aux spécifications du marché ou du bon de commande, ils pourront être rejetés et devront être remplacés immédiatement.

Il reste bien entendu que seule l'admission des produits livrés permet au titulaire de présenter une facture faisant courir le délai de paiement (voir art. 14-2).

## ARTICLE 7- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 7-1- CONTENU DES PRIX :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison par article.

Les prix pour les produits catalogue sont ceux après remise accordée par le fournisseur dans son offre.

### 7-2 - FORME DES PRIX :

Les prix sont fermes pour la première période annuelle du marché (1 an) et révisibles ensuite chaque année dans les conditions ci-dessous :

$$P_n = P_o \times [0.30 (I_n / I_o) + 0.70 (C_n / C_o)]$$

Dans laquelle :

- $P_n$  = prix révisé
- $P(o)$  = prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (**mois 0 = mois de remise des offres = Mars 2026**)
- $I_n$  = dernier indice connu au jour du calcul de la révision
- $I_o$  = indice de référence au moins zéro (**mois 0 = mois de remise des offres = Mars 2026**)
- $C_n$  = dernier indice connu au jour du calcul de la révision
- $C_o$  = indice de référence au moins zéro (**mois 0 = mois de remise des offres = Mars 2026**)

Les indices sont :

I = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 – identifiant 001565183



C = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 11.0 – Boissons – identifiant 010763755

Il ne pourra y avoir qu'une seule révision de prix par période annuelle, à transmettre dans un délai minimum d'un mois avant à la date anniversaire soit par courrier postal avec AR à la Cellule Marchés du CHR Metz-Thionville soit par mail à l'adresse : [direction.marches@chr-metz-thionville.fr](mailto:direction.marches@chr-metz-thionville.fr)

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Le marché déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

## **ARTICLE 8- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT**

### **8.1 - PENALITES POUR DEFAULT D'ENTRETIEN**

Le prestataire sera tenu d'entretenir les fontaines à bonbonnes, nécessaire au bon fonctionnement de ces appareils et conformes aux directives, décrets et normes françaises en vigueur.

En cas de manquement à ces dispositions, les établissements se réservent le droit de facturer de la manière forfaitaire suivante :

- 150€ TTC par fontaine non entretenue

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

### **8.2 - PENALITES POUR RETARD**

Le titulaire sera tenu de livrer les établissements en gobelets et/ou bonbonnes dans les délais contractuels.

En cas de non respect de ces délais, les établissements se réservent le droit de facturer de la manière forfaitaire suivante :

- 200€ / retard de livraison de fontaine
- 20€/ retard de bonbonne et par jour
- 5€/ 100 gobelets de retard/jour.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

### **8-3- EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas d'absence de livraison, de livraison incomplète, de retard, de non remplacement dans les délais accordés, ou d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

#### **8-4- SURSIS DE PAIEMENT**

Le titulaire se verra opposer un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE**
- **ERREUR DE QUANTITE**
- **ERREUR DE TVA**
- **PORT FACTURE NON DU**
- **ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE**
- **TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE**
- **TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES**
- **RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE**
- **AUTRES CAS...**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

#### **ARTICLE 9 - CAUTIONNEMENT**

Le fournisseur est dispensé de constituer un cautionnement.

#### **ARTICLE 10- INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### **ARTICLE 11 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

- L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans le cadre B-2/ du formulaire d'acte d'engagement.
- L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.
- Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est lié au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.
- Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché (pour un marché relatif à un contrat de maintenance Tous risques), ou la notification du 1<sup>er</sup> ordre de service ou bon de commandes portant demande d'exécuter la prestation (en particulier pour un marché relatif à un contrat de maintenance à l'attachement).



### GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

- Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR Metz-Thionville la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.
- L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR Metz-Thionville, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **ARTICLE 12- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

- Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.
- Le CHR Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

### **ARTICLE 13 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES**

Les factures seront envoyées en fonction des établissements ayant passé commandes :

#### **Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE**

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château, 57 000 Metz.

#### **Centre Hospitalier de BRIEY :**

31 Avenue Albert de Briey, 54150 BRIEY

#### **GCS UCP LEGOUEST**

Rue des Frères Lacratelle, 57070 METZ

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### **13-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- ▯ les noms et adresse du créancier ;
- ▯ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ▯ le numéro du marché ;
- ▯ la copie du bon de commande ;
- ▯ la date d'exécution des prestations ;
- ▯ le prix unitaire H.T ;
- ▯ le montant hors T.V.A.;
- ▯ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ▯ le montant total T.T.C. ;
- ▯ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

### **13-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT**

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours à réception d'une facture conforme.

### **ARTICLE 14 – RESILIATION**

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

### **ARTICLE 15- COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

Trésorerie Hospitalière  
du Centre hospitalier régional Metz-Thionville,  
Rue des frères Lacretelle  
57085 METZ CEDEX 03  
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.  
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

### **ARTICLE 16- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

### **ARTICLE 17- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

L'article 7.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.2.2 CCAG FCS.

L'article 8.1 et 8.2 du cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 42 du C.C.A.G. – F.C.S

Fait à Metz, le 10 février 2026

La Directrice des achats, de la Logistique et de  
l'Hôtellerie,

Katia REBELO-SEWASTIANOW

P/0 Amos FAVI-FULCHER  
